

La Libre Belgique, 10-7-2004

Élargissement de l'Union: attention

Lorsqu'on regarde objectivement les différents chiffres, il n'existe que peu de raisons de penser que les conditions des success stories espagnoles ou portugaises sont réunies aujourd'hui dans le cas de l'élargissement à l'Est

CHRONIQUE

PAR ETIENNE WASMER (*)

L'élargissement de l'Union européenne de 15 à 25 pays dont 8 pays d'Europe de l'Est et bientôt à la Bulgarie et à la Roumanie s'est fait sans réel débat démocratique. La décision par les pays occidentaux de l'Union européenne d'accepter cet élargissement était d'abord et avant tout une décision politique, symbole du triomphe de la démocratie et de l'économie de marché et d'une Europe de paix. Dans le contexte de l'après-chute du Mur de Berlin, on ne pouvait que se réjouir de l'agrandissement du club des pays prospères.

A l'époque, de nombreux travaux ont étudié les aspects économiques de la levée des barrières douanières et de la diminution des obstacles à la mobilité entre l'Est et l'Ouest. Ces travaux ont réalisé de grandes avancées statistiques de collecte de données et de mise en comparaison des économies de l'Est et de l'Ouest. Ils ont analysé l'évolution probable des économies des deux blocs à la lumière des théories économiques les plus récentes, que ce soit en théorie du commerce international ou en économie du travail. Il est ressorti de ces études un certain consensus: le processus se soldera par des gains globaux pour tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest. Tous les pays pourront, grâce à la création d'une vaste zone de libre-échange, se spécialiser dans les secteurs où se situent leurs avantages comparatifs (les industries intensives en main-d'oeuvre, moins chère à l'Est), développer de nouveaux marchés et ainsi profiter d'économies d'échelle (il est plus facile d'amortir les coûts de recherche et développement d'un produit sur 300 millions de consommateurs que sur 10 millions) et profiter de flux de main-d'oeuvre qualifiée dans les deux sens pour faire venir le capital humain aux endroits où il peut bénéficier le plus de sa concentration et de ses externalités.

Bien sûr, disait-on à l'époque, il y aura des coûts de transition. Les industries en déclin devront s'ajuster, c'est-à-dire résorber l'excédent de main-d'oeuvre, main-d'oeuvre qui devra retrouver un emploi dans les nouveaux secteurs. Les détenteurs des ressources relativement rares seront perdants, puisque la rareté relative diminuera avec l'élargissement. Les travailleurs les moins qualifiés à l'Ouest, les travailleurs les plus âgés à l'Est, devront s'adapter à la nouvelle donne, et rapidement. Mais, globalement, ces coûts d'ajustement sont inhérents à tout changement, il en est ainsi depuis le début de l'humanité et nos sociétés se sont toujours adaptées et ont progressé. Au total, les différents rapports, bien qu'équilibrés, ont essentiellement souligné dans leurs conclusions les gains de l'élargissement et minimisé les coûts d'ajustement. Plus ou moins consciemment, le raisonnement a été motivé par une comparaison avec le succès sans ambiguïté de l'entrée dans l'Union européenne de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande. Ces pays ont en effet opéré un rattrapage spectaculaire depuis 1986 alors que leur entrée avait suscité à l'époque les plus grandes angoisses.

Pourtant, lorsqu'on regarde objectivement les différents chiffres, il n'existe que peu de raisons de penser que les conditions de ces success stories sont réunies aujourd'hui dans le cas de l'élargissement à l'Est. Prenons les PIB par habitant. En 1986, l'Espagne par exemple se positionnait à 75 pc de la moyenne européenne. En 2000, le pays accédant le plus avancé est la République tchèque, avec 59 pc en 2000 de la moyenne européenne. Viennent ensuite la Hongrie (53 pc), la Pologne et l'Estonie (41 pc) et les autres pays (Lettonie, Lituanie, Slovaquie ou Slovaquie) sont autour de 30 pc. En 1986, la productivité par travailleur en Espagne se situait à 95 pc de la moyenne européenne. En Pologne, le problème de la productivité de l'agriculture se pose avec une grande acuité: ce secteur représentait en 2000 encore 19 pc de la main-d'oeuvre employée (contre 4 à 6 pc à l'Ouest) mais ne réalisait que 5 pc du PIB.

Pour contenir le choc des réallocations de main-d'oeuvre et la modernisation des secteurs des pays du Sud de l'Europe mais aussi au Nord, l'Union européenne avait mis en place dans les années 90 des plans de solidarité sans précédent: fonds structurels, fond social, fond de cohésion. C'est ainsi qu'en 1995, l'Espagne a perçu 1,28 pc de son PIB en aides européennes, pour un montant qui atteignit 4 pc de tout l'investissement national. Aujourd'hui, les trois grands pays de l'UE (France, Allemagne et Grande-Bretagne) ont clairement expliqué que la seule concertation possible était celle qui conduirait à limiter les aides et le budget européen. Les aides au Sud de l'Europe ont arrimé irréversiblement ces pays et leurs citoyens à l'idéal européen. On paiera a contrario durablement le manque de souffle et de solidarité économique de l'entrée de la "Nouvelle Europe".

Autre source de pessimisme: les populations en Europe sont vieillissantes, à l'Ouest mais aussi à l'Est, qui sera en 2010 la zone la plus âgée en moyenne de tout le continent, avec un âge médian de 42,5 années pour 41 à 42 ans pour les 15 de l'Union avant l'élargissement. A titre de comparaison, l'âge médian de l'Europe du Sud était de 35 ans en 1990 et 31 ans dans les années 1970. Or, si des populations jeunes acceptent voire suscitent le changement (1968 correspond à l'entrée dans l'âge adulte de la plus grande des cohortes de l'histoire de l'Europe), des populations âgées en ont peur car elles ont beaucoup plus à perdre qu'à gagner.

Sur le plan économique, il est difficile de transformer du jour au lendemain des ouvriers du textile de 55 ans en serveurs ou en informaticiens. L'Europe a dans le passé réussi des transitions économiques comparables, mais en s'appuyant sur un Welfare State solide et de très coûteux systèmes de préretraites. Pourra-t-on recommencer dans le contexte actuel? Qu'a-t-il été prévu comme filet social pour atténuer les douleurs des transitions? Rien, si ce n'est une constitution sans volet social et des nouveaux pays hérissés par le manque de solidarité tout en disposant de larges droits de veto jusqu'en 2014. On peut réellement se poser la question de savoir s'il y a un pilote dans l'avion. Quel dommage qu'un des leaders les plus charismatiques et clairvoyants de l'Europe, Tony Blair, ait choisi de se couper de l'opinion à l'Ouest en se lançant à corps perdu dans une guerre insensée tout en sabotant les aspects sociaux et fiscaux de la constitution.

Que restera-t-il aux citoyens pour exprimer leurs angoisses? Le vote sanction ou de protestation, comme au premier tour des présidentielles en France en 2002, ou la montée des extrêmes en Belgique, le pays le plus européen du continent. Tout cela n'est pas de bon augure alors que nous vivons une évolution majeure de l'Europe qui conduira à de profonds changements. Et pourtant, malgré le pessimisme rationnel, l'intuition nous dit que nous y arriverons une nouvelle fois : la magie de l'Europe, le besoin de droit et de paix opéreront encore. Mais à quels coûts !

(*) Professeur en Economie du Travail, Université du Québec à Montréal et ECARES, [ULB](#).

© La Libre Belgique 2004



Provenance: <http://www.pressbanking.com/>